

Introduction

Dominique AVON

Objet d'une crise internationale sans précédent par sa nature, son ampleur – d'aucuns ont parlé de « délire planétaire » –, son intensité et sa brièveté, l'« affaire des caricatures de Mahomet » permet de mettre en évidence les usages de conceptions du sacré dans l'espace public à l'époque contemporaine. La dénonciation de la maladresse et de la provocation, de la malveillance et de l'instrumentalisation de l'« affaire » traverse tous les camps. La presse tache de décoder les ressorts des gestes et paroles des différents protagonistes, y compris ceux des médias eux-mêmes, donnant l'impression d'une cacophonie. Des valeurs et principes présentés comme intouchables se combinent avec des arguments plus prosaïques : liberté *vs* respect, paix civique ou vide social quand ce n'est pas moral, narcissisme et autoritarisme, frustration ici ou arrogance là, préoccupations électorales, sécurité des soldats engagés à l'extérieur des frontières, appât du gain et misère, corruption et fanatisme, volonté de déstabilisation et prosélytisme... Les vagues retombent aussi vite qu'elles étaient montées. Au total, selon une enquête du magazine en ligne danois *eJour* publiée début mars 2006, les « caricatures » ont été publiées dans 143 journaux de 56 pays : Europe (70), États-Unis (14, parmi lesquels aucun journal national), Canada (3), Australie (2), Nouvelle-Zélande (3), Japon (1). Huit pays majoritairement musulmans font également partie de la liste : Égypte, Algérie, Jordanie, Arabie Saoudite, Maroc, Malaisie, Indonésie et Bosnie-Herzégovine¹.

Le réel existe, nous devons tenter de l'approcher. Cette affirmation, qui flirte avec un certain esprit de l'école méthodique en histoire, peut sembler incongrue. Le handicap est lourd, qu'on en juge par la formule si souvent avancée : « Il n'y a pas une *réalité historique*, toute faite avant la science, qu'il conviendrait simplement de reproduire avec fidélité². » Raymond Aron a raison d'écrire que le chercheur, pétri d'intentions et de déterminations, n'est pas passif, que la production historique n'est jamais une collection

1. « Les caricatures de Mahomet surtout reprises en Europe », *Libération*, 2 mars 2006. « Les caricatures de Mahomet publiées dans 143 journaux », *Le Monde*, 3 mars 2006.

2. ARON R., *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1981, 589 p.

de faits classés et hiérarchisés qui se suffiraient en guise d'explication, que le fait n'est pas transparent, indépendant de l'esprit qui l'observe, cherche à le comprendre et du contexte dans lequel il le pense, que l'écriture de l'histoire est, en un mot, reconstruction. Pour autant, une seule chose, et non une infinité, s'est produite, ici et à ce moment, et cet objet, qui a produit une trace avant qu'elle ne devienne parfois un « lieu de mémoire », ne doit pas disparaître derrière la mise en forme. Affranchis de la prétention à revendiquer une histoire conçue comme mode global et positif de connaissance, nous acceptons cette invitation à la modestie du chercheur, mais en rappelant qu'elle repose sur un consensus préalable : tel événement a eu lieu et pas tel autre, telle parole a été prononcée et pas telle autre, tel geste a été accompli et pas tel autre. Nous avons besoin, en amont de l'étude des représentations, de retrouver le fil du récit. Pourquoi ? Parce que plus la polémique est virulente, plus grande est la propension à opérer un tri rapide et partial parmi ce qui est susceptible de renforcer une conviction ou un engagement préalable³.

En conclusion d'un colloque organisé par l'Académie britannique sur l'historiographie marxiste, le 13 novembre 2004, Éric Hobsbawm a prononcé ces mots d'invitation en faveur d'un front de la « raison » : « Le premier danger politique immédiat qui menace l'historiographie actuelle est l'« anti-universalisme » : « Ma vérité est aussi valable que la tienne, quels que soient les faits. » Cet anti-universalisme séduit naturellement l'histoire des groupes identitaires dans ses différentes formes, pour qui l'objet essentiel de l'histoire n'est pas *ce* qui s'est passé, mais *en quoi* ce qui s'est passé concerne les membres d'un groupe particulier. [...] L'attrait du relativisme s'exerce sur l'histoire des groupes identitaires. Pour différentes raisons, l'invention de masse de contrevérités historiques et de mythes qui sont autant de déformations dictées par l'émotion, a connu un véritable âge d'or au cours de ces trente dernières années⁴. » Et l'historien britannique de citer des exemples récents pris en Inde, aux États-Unis et en Italie. Au cours des cinq derniers siècles, le rayonnement de ce qui a été pensé et vécu dans les sociétés de la partie ouest du continent eurasiatique a été considérable. Est-ce céder à une forme d'ethnocentrisme que de dresser ce constat ? Non, sous deux conditions. La première consiste à rappeler que d'autres foyers majeurs de rayonnement ont existé avant celui-ci ; la seconde à s'abstenir de lui accorder un signe et le dernier mot. Les *cultures*, trop souvent esquissées à partir de critères simplistes, sont poreuses. La sécularisation y a élargi son champ par à-coups (économie, politique, droit, sciences, arts, loisirs) provoquant, du côté des religions monothéistes notamment, des formes de réponses variées : ici condamnation radicale et tentative d'édification de contre-sociétés, là

3. Tel est l'objet du document proposé en annexe de cet ouvrage collectif.

4. Conférence d'Éric HOBBSBAM, reprise sous le titre : « Le pari de la raison. Manifeste pour l'histoire », *Le Monde diplomatique*, décembre 2004, p. 20-21.

contribution à la définition commune de concepts ou de « valeurs » et engagements individuels et collectifs au service du développement même de ces sociétés⁵.

Dans le cas de l'« affaire des caricatures », derrière une tendance superficielle de face à face entre deux ensembles – liberté de dire au point de blesser d'un côté, liberté de croire au point d'être protégé dans sa croyance de l'autre –, il est frappant de constater que les réactions fonctionnent avec des référentiels souvent tout autant nationaux que transnationaux, illustration de la force de certaines langues dans lesquelles un « nous » se pense, et du processus général – même s'il est discontinu – de sécularisation qui tient compte d'une histoire au sein de frontières souvent assez récentes. L'objet de cet ouvrage vise à partir de la réalité de ce terrain en prenant en compte la moyenne durée. La France y tient une place particulière, dans la mesure où la liberté de croire et de pratiquer exclut, à l'exception des territoires subsistant sous régime concordataire, le bénéfice d'une protection juridique particulière. Dans d'autres États de l'Union européenne (Allemagne, Grande-Bretagne, Danemark, Espagne, Portugal), des dispositions relatives à la condamnation du blasphème existent. Elles ne sont pas appliquées, notamment du fait de l'existence de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette institution a, en effet, privilégié l'un des deux termes en jeu par un arrêt de 1976 : « La liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique et vaut même pour les idées qui heurtent, choquent ou inquiètent⁶. » Cependant, deux arrêts (en 1994 et 1996) ont reconnu l'existence d'un droit à ne pas être blessé dans ses croyances religieuses dans un contexte où ces dernières sont de plus en plus vécues sous un mode identitaire.

Hasard du calendrier, dix-huit ans après le lancement d'un projet de Musée de la caricature, celui-ci a ouvert ses portes, à Londres, au plus fort de la crise des « caricatures de Mahomet » (février 2006). C'est à la fin du XVII^e siècle qu'un Italien, Pier Leone Ghezzi, défriche ce champ d'expression. Au siècle suivant, l'Anglais William Hogarth voit ses dessins illustrant les maux de la société affichés dans les vitrines des magasins avant que des passants ne les louent pour quelques jours⁷. « La première profusion de caricatures, explique Jean-Noël Jeanneney, date de la fin de l'Ancien Régime, de la Révolution et de l'Empire. Elles étaient marquées d'une brutalité qui nous stupéfie aujourd'hui. [...] On y voit des bacchanales de moines dans les couvents transformés en bordels, un sans-culotte se torchant avec un bref du pape, l'arrivée du même pontife aux enfers⁸. » La caricature vient habiter la presse au XIX^e siècle,

5. AVON D., *Les religions monothéistes (années 1880 – années 2000)*, Paris, Ellipses, 2009, 359 p.

6. Cité par GUILLEBAUD J.-CL., « La nouvelle question religieuse en France », *La Chronique*, octobre 2007.

7. ALBERT E., « Un tout nouveau musée pour la caricature à Londres », *La Croix*, 24 février 2006.

8. Propos de Jean-Noël Jeanneney recueillis par LABRO M., « Les injures d'antan », *Le Nouvel Observateur*, 9-15 février 2006.

période durant laquelle ses auteurs s'accordent une grande liberté de ton sur les sujets politiques et – en partie – religieux, au point d'être qualifiés de féroces. Par contraste, le premier XX^e siècle paraît davantage conformiste, sinon pour stigmatiser telle ou telle catégorie de la population, les juifs étant les principales victimes de ces traits. Les années 1960 ouvrent une nouvelle ère durant laquelle, en Europe et sur le continent nord-américain, les tabous autour de la sexualité et du sacré religieux sont secoués.

Comment situer cette crise internationale qui a placé les discours sur le prophète de l'islam au cœur des débats ? Elle s'inscrit dans un contexte géopolitique marqué par l'impasse et l'aggravation du conflit israélo-palestinien, les attentats du « 11 septembre », la guerre en Afghanistan, le renversement de Saddam Hussein décidé par les États-Unis et la guerre en Irak, l'implication croissante de l'Union européenne au Proche et au Moyen-Orient, la perpétuation du contentieux au Cachemire. Le renforcement des inégalités entre les États et au sein de chacune des sociétés participe d'un accroissement des tensions de type géopolitique ou confessionnel. D'où un débat sur des « valeurs », posé en mode mineur ou majeur, en particulier dans les sociétés européennes où la parole circule plus librement qu'ailleurs et où les phénomènes migratoires du dernier demi-siècle suscitent de nouvelles manières de dire le « nous ». Cette interrogation traverse également les sociétés majoritairement musulmanes confrontées à un sentiment d'humiliation et de rejet, en regard d'un passé exalté. Ce sentiment complexe a plus de mal à se dire en raison des limites constatées dans le monde de l'édition de langue arabe⁹ ou ourdou (le cas du persan est différent) d'une part et, d'autre part, des restrictions, emprisonnements et condamnations dont sont victimes les journalistes¹⁰.

C'est à cette aune qu'il importe de lire les événements des deux dernières décennies rapportés par la presse. En 1988, des catholiques traditionalistes incendient des cinémas, provoquant des blessés, lors de la projection du film *La dernière tentation du Christ* de Martin Scorsese. En février de l'année suivante, l'ayatollah Khomeyni lance une *fatwa* appelant au meurtre de Salman Rushdie, après la publication des *Versets sataniques*¹¹. Quatre ans plus tard, Taslima Nasreen est condamnée à mort pour son livre *La Honte* (1993) qui dénonce l'oppression des femmes ; elle trouve refuge en Suède. Au printemps 2004, la législation française sur les « signes » religieux dans les écoles suscite des débats dans les pays de l'Union européenne et des

9. Le constat est établi une nouvelle fois après la 38^e Foire du livre du Caire. Il rejoint les conclusions du rapport du PNUD de 2003.

10. DELFEIL DE TON, « Outrages, prophètes et petites pépées », *Le Nouvel Observateur*, 9-15 février 2006.

11. L'appel au meurtre est levé par les autorités iraniennes en 1996. Christian Bourgois, qui a publié la traduction française des *Versets sataniques* malgré les pressions et les menaces, inaugure au printemps 2006 – en pleine « affaire des caricatures » – sa nouvelle collection de poche intitulée « Titres » par la pièce de Voltaire : *Le Fanatisme ou Mahomet le prophète* (ASSOULINE P., « Pas de fatwa contre Voltaire », *Le Monde* 2, 27 mai 2006).

manifestations au Proche-Orient. Le 2 novembre 2004, le cinéaste Theo Van Gogh est assassiné après la diffusion de son film, *La Soumission*, qui dénonce la violence des femmes dans les sociétés majoritairement musulmanes et projette sur un corps de femme dénudé et lacéré des images de versets du Coran. Lors de son procès, l'assassin Mohamed Bouyeri affirme que Mohammad lui-même « prêchait la violence¹² ». Au printemps 2005, la question du statut et du traitement des prisonniers de Guantanamo est avivée par le bruit de « profanations du Coran¹³ ». Les violences qui frappent les banlieues françaises, durant l'automne 2005, sont interprétées par certains observateurs – notamment dans le monde arabe et anglo-saxon – en termes confessionnels. En Pologne, le parti conservateur Droit et Justice de Lech Kaczynski remporte les élections législatives avec l'appui de la populaire et controversée Radio Maryja¹⁴; peu après, le mensuel polonais *Machina* publie en couverture l'icône de la Vierge noire de Czestochowa, en remplaçant les visages de Marie et de Jésus par ceux de la chanteuse Madonna et de son enfant, provoquant la réaction du quotidien catholique *Nasz Dziennik* contre ce « nouvel acte de profanation des symboles sacrés¹⁵ ». D'autres faits passent plus ou moins inaperçus. Ainsi, après plainte déposée par des oulémas indonésiens, la maison Chanel doit détruire tous les modèles d'une robe de soirée sur laquelle a été brodée un verset coranique. Warner Books convainc l'universitaire Harold Bloom à renoncer à un chapitre sur Jésus dans un essai intitulé *Genius. Une mosaïque de cent grands esprits créateurs*, et Gallimard publie la correspondance de Françoise Dolto en censurant une phrase faisant allusion à ses adversaires « juifs communistes ou procommunistes » dans le champ de la psychanalyse¹⁶. Le fait remarquable est le dépassement des frontières dans toutes ces affaires et la vitesse de mobilisation.

Le projet initial de cet ouvrage collectif reposait sur une vaste ambition. Nous envisagions une quinzaine de contributions pour donner un aperçu général des attitudes contrastées autour de ce support qu'est la « caricature » représentant un sacré religieux et un sacré politique, souvent intrinsèquement liés. Pour révélateur qu'il soit, le panorama aurait pu être plus riche encore. On regrettera en particulier que les propositions d'article portant sur le cas israélien d'une part et sur le cas turc d'autre part n'aient finalement pas été remises. En l'état, deux parties peuvent être distinguées. La première porte sur les traditions de la caricature politique et religieuse :

12. Cité par GOZLAN M., « Et revoilà les fanatiques », *Marianne*, 11-17 février 2006.

13. BIASSETTE G., « La crédibilité des médias américains est à nouveau entamée », *La Croix*, 18 mai 2005. LESER E., « Des rapports du FBI semblent confirmer les profanations du Coran par les géoliers américains à la prison de Guantanamo », *Le Monde*, 27 mai 2005. DANIEL S., « Le scandale du Coran profané », *Le Nouvel Observateur*, 19-25 mai 2005.

14. DASTAKIAN A., « Ave Maryja! », *Marianne*, 11-17 février 2006.

15. « Les Polonais scandalisés par un détournement de l'icône de Czestochowa », *La Croix*, 10 février 2006.

16. ASSOULINE P., « Précautions de principe », *Le Monde* 2, 1^{er} octobre 2005.

elle s'ouvre sur la situation française, la plus familière aux lecteurs, pour s'élargir à d'autres horizons (Russie, Liban et Iran, Indonésie). La seconde est une approche empirique de la réception de l'« affaire des caricatures de Mahomet » dans des pays au profil confessionnel variable et aux pratiques politiques contrastées (France, Algérie, Grande-Bretagne, États-Unis). Comme on pourra le constater, ces dernières ne peuvent être réduites à une bipartition distinguant d'un côté des États démocratiques et de l'autre ceux qui ne sont pas qualifiés comme tels. Pied de nez aux tenants du « choc des civilisations », la liberté d'expression exerce une force d'attractivité qui ne s'arrête pas aux frontières.

B

Que chacune et chacun des auteurs qui ont eu le courage et la patience de mener jusqu'au bout leur recherche sur ce sujet délicat soient d'autant plus remerciés. Je ne partage pas toutes les analyses qui ont été proposées, mais ma gratitude est vive à l'égard de ces contributeurs qui ont accepté de mettre leur compétence et leurs connaissances au service de l'histoire comparée.